

Réunion du G8 : huit fois illégitime !

samedi 12 juillet 2008, par [AGUIRRE Léonce](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juillet 2008).

La 34^e réunion des chefs d'État des pays les plus puissants de la planète s'est tenue au Japon, du 7 au 9 juillet. Objectif : s'entendre pour résoudre, sur le dos du plus grand nombre, les crises financière, énergétique, alimentaire et écologique auxquelles le libéralisme est aujourd'hui confronté.

Une fois encore, le sommet du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie) s'est déroulé dans un espace barricadé, à Toyako, une petite ville d'à peine 10 000 habitants, sur l'île de Hokkaïdo, au nord du Japon. Les opposants au sommet ont été, eux, confinés à Sapporo, à 150 kilomètres de là.

En conclusion du dernier G8, qui s'était tenu l'année dernière en Allemagne, la chancelière allemande, Angela Merkel, se réjouissait « de la bonne santé » de l'économie mondiale. Un an plus tard, crise financière, crise alimentaire, crise énergétique, crise écologique forment une addition que le libéralisme forcené fait payer aux salariés, aux petits paysans, aux exclus, aux plus démunis, alors que les multinationales font des profits gigantesques, notamment au travers d'une spéculation éhontée sur le pétrole et les denrées alimentaires.

L'ampleur mondiale de la crise alimentaire n'est pas due à des causes naturelles (sécheresse, inondations, épidémies). Elle est le produit des politiques menées par les grandes puissances impérialistes, par les multinationales de l'agroalimentaire, de l'énergie, de la finance. Selon la Banque mondiale, l'augmentation des denrées alimentaires, ajoutée à celles du pétrole et des autres matières premières, va entraîner une ponction de 3 % à 10 % des économies annuelles des 41 pays les plus pauvres, rejetant des millions de personnes dans une extrême pauvreté et dans la famine. Ce qui explique que plus de 30 pays aient connu des émeutes de la faim.

Hors de tout contrôle

Les participants à ce G8 versent des larmes de crocodile et font des promesses, à l'instar d'Angela Merkel, qui annonce l'adoption « *d'un vaste catalogue de mesures pour garantir l'alimentation mondiale* », mesures prévoyant de « *soulager à court terme la crise alimentaire et une stratégie à long terme pour augmenter la production mondiale* ». Sauf que les promesses faites lors des G8 ne sont jamais honorées. Ainsi, en 2005, les membres du G8 s'étaient engagés à faire passer l'aide annuelle à l'Afrique de 25 milliards de dollars, en 2004, à 50 milliards, en 2010. Or, alors que le montant de cette aide est déjà dérisoire, à ce jour, moins d'un quart des 25 milliards supplémentaires a été débloqué. Pire, à l'issue du sommet, un groupe de travail devrait être mis en place pour envisager la levée des restrictions aux exportations, qui empêchent les pays riches de vendre les stocks de leurs excédents alimentaires aux pays du Sud... Autrement dit, lever les derniers obstacles à la libre concurrence et jeter sur la paille les petits paysans des pays du Sud.

Sur le plan écologique, on ne peut pas plus faire confiance au G8, lorsqu'il feint de s'inquiéter du réchauffement climatique. D'abord, parce que les pays du G8 font partie des treize plus importants émetteurs de CO₂, les États-Unis arrivant très largement en tête. Ensuite, parce qu'ils n'envisagent manifestement aucune mesure concrète un tant soit peu contraignante.

Contrairement à ce qu'une certaine presse prétend aujourd'hui, la contestation de la légitimité des grands de ce monde à décider du sort des peuples ne cesse de se développer. Si la mobilisation est numériquement moindre que lors d'autres G8, c'est pour l'essentiel à cause de l'éloignement géographique, du coût des déplacements, de l'ampleur de la mobilisation policière. Organisées par une coalition regroupant des ONG, des mouvements sociaux et des réseaux internationaux, plusieurs initiatives ont eu lieu (manifestations, actions thématiques, sommet alternatif). En revanche, les syndicats, au nom de leur indépendance, sont totalement absents. Les mouvements présents ont inscrit leur action dans la continuité des mobilisations précédentes, qui contestent la légitimité de ces sommets.

Pas question d'adresser des demandes ou des revendications au G8, ce qui serait à la fois vain, car les promesses du G8 ne sont jamais tenues, et reviendrait de fait à légitimer son existence. La question n'est pas, comme le propose Sarkozy, rejoint par Védrine, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jospin, d'élargir le G8 à quelques autres pays, par exemple à ce qu'on appelle le G5 (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Mexique). Mais de mettre en cause l'existence même de ces sommets, où quelques chefs d'État, hors de tout contrôle, prennent des décisions aux conséquences planétaires.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2260, 10/07/2008.